

BISCUITS GARDEIL
Société Anonyme au capital de 732 045 Euros
Siège social : ZA du Pré de la Dame Jeanne - Route de Survilliers
60128 PLAILLY
026 620 013 RCS COMPIEGNE

AVIS DE CONVOCATION

Mesdames et Messieurs les actionnaires de la société BISCUITS GARDEIL SA sont convoqués en **Assemblée Générale Ordinaire** qui se tiendra **le 10 juin 2010, à 12 heures, au siège social de la Société** situé ZA du Pré de la Dame Jeanne, Route de Survilliers, 60128 PLAILLY, à l'effet de délibérer et statuer sur l'ordre du jour et les projets de résolutions figurant ci-après.

Ordre du jour

- Rapport de gestion du Conseil d'administration,
- Rapport du Président du Conseil d'administration sur la composition, les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil et sur les procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place par la Société,
- Rapport général des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du code de commerce,
- Rapport spécial des commissaires aux comptes sur le rapport du Président du Conseil d'administration,
- Examen et approbation des comptes sociaux de l'exercice clos le 31 décembre 2009 et quitus aux administrateurs,
- Approbation des dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts,
- Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2009,
- Approbation des conventions visées aux articles L. 225-38 et suivants du Code de commerce,
- Autorisation donnée au Conseil d'administration en vue de mettre en œuvre un programme de rachat par la Société de ses propres actions dans le cadre du dispositif de l'article L. 225-209 du Code de commerce,
- Pouvoir pour formalités.

Les actionnaires peuvent poser des questions écrites à la Société, à compter de la présente publication. Ces questions doivent être adressées au siège social de la Société par lettre recommandée avec accusée de réception au plus tard le quatrième jour ouvré précédant la date de l'assemblée générale. Elles doivent être accompagnées d'une attestation d'inscription en compte.

L'assemblée générale étant fixée au 10 juin 2010, la date limite que constitue le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure sera le lundi 7 juin 2010, à zéro heure, heure de Paris.

Conformément aux dispositions de l'article L. 2323-67 du Code du travail, le comité d'entreprise peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'assemblée. La demande doit être adressée à la société dans un délai de dix jours à compter de la publication du présent avis, dans les conditions prévues à l'article R. 2323-14 du Code du travail, par un des membres du comité mandaté à cet effet, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'Assemblée générale se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre de leurs actions.

Nul ne peut y représenter un actionnaire s'il n'est lui-même actionnaire ou conjoint de l'actionnaire représenté (article L. 225-106 du Code de commerce).

Nonobstant toute clause statutaire contraire, conformément à l'article R. 225-85 du Code de commerce, il est justifié du droit de participer à l'assemblée générale par l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte (en application du septième alinéa de l'article L. 228-1 du Code de commerce), au troisième jour ouvré précédant l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, France, soit dans les comptes de titres nominatifs tenus par la société (ou son mandataire), soit dans les comptes de titres au porteur tenus par un intermédiaire mentionné à l'article L. 211-3 du Code monétaire et financier.

L'inscription ou l'enregistrement comptable des titres dans les comptes de titres tenus par l'intermédiaire habilité doit être constaté par une attestation délivrée par ce dernier, annexée au formulaire de demande de vote à distance ou de procuration, ou encore, à la demande de carte d'admission établis au nom de l'actionnaire ou pour le compte de l'actionnaire représenté par l'intermédiaire inscrit.

Une attestation est également délivrée à l'actionnaire souhaitant participer physiquement à l'assemblée et qui n'a pas reçu sa carte d'admission le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris.

A défaut d'assister personnellement à l'assemblée, les actionnaires peuvent choisir l'une des trois formules suivantes :

- soit remettre une procuration à un autre actionnaire ou à leur conjoint ;
- soit adresser à la Société une procuration sans indication de mandataire ;
- soit utiliser et faire parvenir à la Société un formulaire de vote par correspondance.

Les actionnaires souhaitant voter par correspondance ou par procuration peuvent se procurer le formulaire ad hoc au siège social de la Société par lettre recommandée avec demande d'accusé de réception, reçue au plus tard six jours avant la date de réunion.

Les votes par correspondance ne seront pris en compte que si les formulaires dûment remplis parviennent à la Société trois jours au moins avant la réunion de l'Assemblée.

Les titulaires d'actions au porteur devront joindre au formulaire une attestation d'immobilisation délivrée par l'intermédiaire habilité teneur de compte.

Lorsque l'actionnaire a déjà exprimé son vote à distance, envoyé un pouvoir ou demandé sa carte d'admission, il ne peut plus choisir un autre mode de participation à l'assemblée, sauf stipulation contraire des statuts.

Il est rappelé que, conformément aux dispositions de l'article R. 225-85 du Code de commerce :

- Tout actionnaire ayant effectué l'une ou l'autre des formalités ci-dessus, peut céder tout ou partie de ses actions. Cependant, si la cession intervient avant le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, la société ou son mandataire invalide ou modifie en conséquence, selon le cas, le vote exprimé à distance, le pouvoir, la carte d'admission ou l'attestation de participation. A cette fin, l'intermédiaire habilité teneur de compte notifie la cession à la société ou à son mandataire et lui transmet les informations nécessaires.
- Aucune cession ni aucune autre opération réalisée après le troisième jour ouvré précédant l'assemblée à zéro heure, heure de Paris, quel que soit le moyen utilisé, n'est notifiée par l'intermédiaire habilité ou prise en considération par la société.

Conformément à la réglementation applicable, l'ensemble des documents qui doivent être communiqués à l'assemblée générale, seront tenus à la disposition des actionnaires dans les délais légaux au siège social de la Société ou leur sont transmis sur simple demande adressée à la Société.

Le Conseil d'administration